MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

Délégation générale
à l'emploi et à la
formation professionnelle

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
077-227700010-20220617-lmc100000023851-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24/06/2022
Réception Préfet : 24/06/2022
Publication RAAD : 24/06/2022

Annexe F

Clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28 du règlement (UE) 2016/679

Sommaire

Annexe F - Clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 1

Clause 1. Objet et champ d'application 4

Clause 2. Invariabilité des clauses 4

Clause 3. Interprétation 4

Clause 4. Hiérarchie 5

Clause 5. Amarrage 5

Clause 6. Description du ou des traitements 5

Clause 7. Obligations des parties 5

7.1 Instructions 5

7.2 Limitation de la finalité 6

7.3 Durée du traitement des données à caractère personnel 6

7.4 Sécurité du traitement 6

7.5 Données sensibles 6

7.6 Documentation et conformité 7

7.7 Recours à des sous-traitants ultérieurs 7

7.8 Hébergement des données 8

7.9 Transferts internationaux 8

7.10 Registre de traitement 9

Clause 8. Assistance au responsable de traitement 9

Clause 9. Notification de violations de données à caractère personnel 10

9.1 Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable de traitement 10

9.2 Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant 11

Clause 10. Sort des données 11

Clause 11. Non-respect des clauses et résiliation 11

Clause 12. Contrôle de l'autorité compétente 12

Annexe 1. Liste des parties 14

Annexe 2. Description du traitement 15

Annexe 3. Mesures techniques et organisationnelles, y compris mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la sécurité des données 17

Annexe 4. Liste de sous-traitants ultérieurs 19

ENTRE

La Ministre chargée de l'emploi, représentée par le Délégué à l'Emploi et à la Formation Professionnelle agissant en qualité de responsable de traitement

Ci-après dénommé « **le responsable de traitement** »,

D'une part,

ET

Le porteur de projet SPIE, agissant en qualité de sous-traitant au sens du RGPD,

Ci-après dénommé « **le sous-traitant** »,

D'autre part,

Ci-après dénommés ensemble « **les parties** ».

Préambule

Vu le règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 96/46/CE (dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD)),

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu l'arrêté du l'arrêté du 28 septembre 2021 relatif à la création et à la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « enquête de satisfaction des bénéficiaires des expérimentations territoriales du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi

Clause 1. Objet et champ d'application

a) Les présentes clauses contractuelles types (ci-après les « clauses ») ont pour objet de garantir la conformité l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données.

b) Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés à l'annexe I ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679.

c) Les présentes clauses s'appliquent au traitement des données à caractère personnel tel que décrit à l'annexe II.

d) Les annexes I à IV font partie intégrante des clauses.

e) Les présentes clauses sont sans préjudice des obligations auxquelles le responsable de traitement est soumis en vertu du règlement (UE) 2016/679.

f) Les clauses ne suffisent pas à elles seules pour assurer le respect des obligations relatives aux transferts internationaux conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679.

g) En cas de contradiction entre les présentes clauses et des dispositions législatives et/ou réglementaires, ces dernières prévaudront.

Clause 2. Invariabilité des clauses

a) Les parties s'engagent à ne pas modifier les clauses, sauf en ce qui concerne l'ajout d'informations aux annexes ou la mise à jour des informations qui y figurent.

b) Les parties ne sont pour autant pas empêchées d'inclure les clauses contractuelles types définies dans les présentes clauses dans un contrat plus large, ni d'ajouter d'autres clauses ou des garanties supplémentaires, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les clauses ou qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

Clause 3. Interprétation

a) Lorsque des termes définis respectivement dans le règlement (UE) 2016/679 figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.

b) Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du règlement (UE) 2016/679.

c) Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le règlement (UE) 2016/679 ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

Clause 4. Hiérarchie

En cas de contradiction entre les présentes clauses et les dispositions des accords connexes qui existent entre les parties au moment où les présentes clauses sont convenues ou qui sont conclus ultérieurement, les présentes clauses prévaudront.

Clause 5. Amarrage

a) Toute entité qui n'est pas partie aux présentes clauses peut, avec l'accord de toutes les parties, y adhérer à tout moment, en qualité soit de responsable de traitement soit de sous-traitant, en complétant les annexes et en signant l'annexe I.

b) Une fois que les annexes mentionnées au point a) sont complétées et signées, l'entité adhérente est considérée comme une partie aux présentes clauses et jouit des droits et est soumise aux obligations d'un responsable de traitement ou d'un sous-traitant, conformément à sa désignation à l'annexe I.

c) Les présentes clauses ne créent pour la partie adhérente aucun droit ni aucune obligation pour la période précédant l'adhésion.

Clause 6. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable de traitement, sont précisés à l'annexe II.

Clause 7. Obligations des parties

7.1 Instructions

a) Le sous-traitant ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable de traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis. Dans ce

cas, le sous-traitant informe le responsable de traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public. Des instructions peuvent également être données ultérieurement par le responsable de traitement pendant toute la durée du traitement des données à caractère personnel. Ces instructions doivent toujours être documentées.

b) Le sous-traitant informe immédiatement le responsable de traitement si, selon lui, une instruction donnée par le responsable de traitement constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 1725 ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

7.2 Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'annexe II, sauf instruction complémentaire du responsable de traitement.

7.3 Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'annexe II.

7.4 Sécurité du traitement

La présente clause ne se substitue pas à l'éventuel **Plan d'Assurance Sécurité (PAS)** du contrat si ce plan présente des mesures supérieures de sécurité.

a) Le sous-traitant met au moins en œuvre les mesures techniques et organisationnelles précisées à l'annexe III pour assurer la sécurité des données à caractère personnel. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînante, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données (violation de données à caractère personnel). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, les parties tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les personnes concernées.

b) Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

7.5 Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

7.6 Documentation et conformité

a) Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.

b) Le sous-traitant traite de manière rapide et adéquate les demandes du responsable de traitement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.

c) Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679. À la demande du responsable de traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable de traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

d) Le responsable de traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

e) Les parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

7.7 Recours à des sous-traitants ultérieurs

a) Le sous-traitant dispose de l'autorisation générale du responsable de traitement pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue. Le sous-traitant fournit, au plus tard, 21 jours avant la désignation du sous-traitant ultérieur, au responsable de traitement les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition. La liste des sous-traitants ultérieurs actuels figure à l'annexe 4, que les parties tiennent à jour.

b) Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable de traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes

clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679.

c) À la demande du responsable de traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

d) Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable de traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable de traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

e) Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable de traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

7.8 Hébergement des données

Le Sous-Traitant s'engage à mettre à disposition un hébergement sur une machine spécifique ou un hébergement mutualisé avec des compartiments logiques et physiques suffisamment étanches. Le Sous-Traitant communique, à la demande du Responsable de Traitement, les journaux d'évènements du serveur et des équipements périphériques, le suivi du service hébergé (mise à jour, maintenance, sauvegardes, etc.).

De façon générale, tous les flux doivent sécurisés par des mesures techniques et organisationnelles adaptées aux risques. Tous les flux contenant des données perçues comme sensibles ou sensibles doivent être chiffrés de bout en bout.

Pour chaque interface d'accès au système, le Sous-Traitant s'engage à déployer des mécanismes d'authentifications adaptés aux risques et à recenser la liste des comptes existants ainsi que les rôles et privilèges qui y sont associés. Ces comptes sont nominatifs et l'utilisation de mots de passe constructeur ou par défaut est formellement interdite. Les entrées en session (date, heure, utilisateur, poste informatique / terminal) sont tracées dans un journal.

Enfin, lorsqu'un environnement de développement, de test ou de recette est déployé, le Sous-Traitant s'engage à ne pas y répliquer les données de l'environnement de production. Les données pouvant être transférées aux environnements de développement, de test ou de recette doivent être limitées aux usages strictement nécessaires et doivent être lorsque possible anonymisées.

7.9 Transferts internationaux

Le Sous-traitant s'engage à traiter et héberger les données uniquement sur le territoire de l'Union européenne et uniquement avec des fournisseurs européens, dont le groupe et ses filiales sont soumises uniquement au droit des états membres de l'Union européenne. Sur demande de la DGEFP, le Sous-traitant communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants et ses prestataires ont accès aux données.

7.10 Registre de traitement

Conformément à l'article 30, paragraphe 2 du règlement (EU) 2016/679, le Sous-Traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du Responsable de Traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du Responsable de Traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels Sous-Traitants et, le cas échéant, du Délégué à la protection des données ;
- Les activités de traitements effectués pour le compte du Responsable de Traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de Données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale ;
- Une description générale des mesures de sécurité physiques, techniques et organisationnelles.

Clause 8. Assistance au responsable de traitement

a) Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée par courriel électronique au Référent RGPD de la DGEFP, à l'adresse : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé. Le Sous-traitant tient un registre de demande d'exercice de droit qu'il envoie de manière hebdomadaire au Responsable de traitement.

b) Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement. Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b), le sous-traitant se conforme aux instructions du responsable du traitement.

c) Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement en vertu de la clause 8, point b), le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

1) L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;

2) L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;

3) L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;

4) Les obligations prévues à l'article 32 du règlement (UE) 2016/679.

d) Les parties définissent à l'annexe III les mesures techniques et organisationnelles appropriées par lesquelles le sous-traitant est tenu de prêter assistance au responsable du traitement dans l'application de la présente clause, ainsi que la portée et l'étendue de l'assistance requise.

Clause 9. Notification de violations de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable de traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

9.1 Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable de traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable de traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable de traitement :

a) Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le responsable de traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;

b) Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679, doivent figurer dans la notification du responsable de traitement, et inclure, au moins :

- La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- Les mesures prises ou les mesures que le responsable de traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

c) Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

9.2 Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable de traitement dans les 48h après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

a) Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;

b) Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;

c) Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Clause 10. Sort des données

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité et/ou la transférabilité, à détruire toutes les données à caractère personnel. Cette destruction s'accompagne d'un procès-verbal de destruction transmis au responsable de traitement dans les plus brefs délais.

Clause 11. Non-respect des clauses et résiliation

a) Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable de traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable de traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

b) Le responsable de traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- Le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable de traitement conformément au point a) et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;

- Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 ;

- Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679.

c) Le sous-traitant est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable de traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables conformément à la clause 7.1, point b), le responsable de traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

d) À la suite de la résiliation du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable de traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable de traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

Clause 12. Contrôle de l'autorité compétente

En cas de contrôle de l'une ou l'autre des parties, diligenté par l'autorité compétente, les parties s'engagent à se porter assistance et mettre à disposition toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par la présente convention.

Responsable de traitement délégué: La Délégation Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle		Sous-traitant : …
Nom du Représentant légal	Bruno Lucas	Nom du Représentant légal …
Adresse	14 avenue Duquesne 75 350 Paris 07 SP	Adresse …
Fonction	Délégué Général	Fonction …
Signature et date d'adhésion	… 10 FEV. 2022 Bruno **LUCAS**	Signature et date d'adhésion

Annexe 1. Liste des parties

Nom : Ministre chargée de l'emploi, représentée par le Délégué à l'Emploi et à la Formation Professionnelle

Adresse : 14 avenue Duquesne 75 350 Paris 07 SP

Sous-traitant :

Nom : …

Adresse : …

Responsable de traitement délégué: DGEFP		Sous-traitant : Nom de l'entité concernée :
GOUVERNANCE DE LA SOUS-TRAITANCE		
Nom : Mesclon-Ravaud Prénom : Myriam Email : myriam.mesclon-ravaud@emploi.gouv.fr Téléphone : 01.44.38.29.51		Nom : … Prénom : … Email : … Téléphone : …
SUIVI OPERATIONNEL DU TRAITEMENT		
Nom : Ben Mezian Prénom : Morad Email : morad.benmezian@emploi.gouv.fr Téléphone : 01.44.38.28.33		Nom : … Prénom : … Email : … Téléphone : …
SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION		
Nom : Brandouy Prénom : Jean-Christophe Email : jean-christophe.brandouy@emploi.gouv.fr Téléphone : 01.44.38.28.46		Nom : … Prénom : … Email : … Téléphone : …
PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES (Référent RGPD)		
Nom (référente) : Diamond Prénom : Kim Email : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr Téléphone : 01.44.38.28.83		Nom : … Prénom : … Email : … Téléphone : …
Autre		

Nom : Prénom : Email : Téléphone :		Nom : Prénom : Email : Téléphone :

Annexe 2. Description du traitement

Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées

Les bénéficiaires du service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE).

Catégories de données à caractère personnel traitées

1° Les données d'identification de la personne en parcours d'insertion :

a) Prénom ;
b) Nom ;
c) Date de naissance;
d) Adresse de résidence;
e) Code postal de résidence;
f) Adresse électronique;
g) Téléphone;
h) Sexe;

2° Les données relatives à la vie professionnelle de la personne en parcours d'insertion :

a) Date d'entrée dans le parcours d'insertion SPIE (Service public d'insertion et d'emploi) ;
b) Date de sortie du parcours d'insertion SPIE ;
c) Liste des actions entreprises au cours du parcours d'insertion SPIE et dates de début et de fin pour chacune ;
d) Niveau de diplôme le plus élevé;
e) Situation professionnelle actuelle;
f) Emploi trouvé à la suite de l'accompagnement (oui/non) ;
g) Formation trouvée à la suite de l'accompagnement (oui/non) ;
h) Qualité de travailleur salarié ou travailleur indépendant;
i) Nature et durée du contrat de travail ;
j) Quotité de travail salarié (temps plein ou temps partiel) ;

3° Les données relatives à la vie personnelle de la personne en parcours d'insertion :

a) Situation maritale;
b) Enfants à charge (oui/non) ;
c) Nombre d'enfants à charge, dont nombre d'enfants de moins de trois ans ;
d) Qualité de bénéficiaire du revenu de solidarité active - RSA (oui/non) ;
e) Ancienneté en tant que bénéficiaire du RSA ;
f) Qualité de bénéficiaire de la prime d'activité (oui/non) ;
g) Qualité de bénéficiaire de l'allocation aux adultes handicapés - AAH (oui/non) ;

Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires.

Nature du traitement : Enquête

Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable de traitement

1° De collecter les données nécessaires permettant d'effectuer l'enquête de satisfaction auprès des bénéficiaires ;

2° De mesurer la satisfaction et de recueillir les besoins et ressentis des bénéficiaires du service public de l'insertion et de l'emploi quant aux évolutions apportées dans leur parcours d'insertion ;

3° D'évaluer le service public de l'insertion et de l'emploi, et notamment son impact sur les parcours des personnes suivies, afin d'améliorer le pilotage des politiques publiques dans le domaine de l'emploi, du travail et de l'insertion professionnelle.

Durée du traitement

Les données à caractère personnel et les informations enregistrées dans le traitement sont conservées pendant une durée de trente-six mois à compter de leur première réception.

Accédants aux données du traitement

Les agents et les personnes habilitées par la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle.

Destinataires des données du traitement

Les personnes désignées et habilitées par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) afin d'exploiter les données à des fins statistiques destinés à la recherche ou à l'évaluation du programme des résultats des politiques menées, et de suivre son évolution conformément à ses missions.

La mise à jour de la description du traitement est adressée au sous-traitant par le responsable de traitement lorsque les textes encadrant la création du traitement sont publiés.

Annexe 3. Mesures techniques et organisationnelles, y compris mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la sécurité des données

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité approprié, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. Exemples de mesures possibles :

- Mesures de chiffrement des données à caractère personnel sur les données sensibles (le cas échéant) ;

- Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

- Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur ;

- Mesures de protection des données pendant la transmission ;

- Mesures de protection des données pendant le stockage ;

- Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées ;

- Mesures visant à garantir l'enregistrement des événements ;

- Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut ;

- Mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique ;

- Mesures de certification/assurance des procédés et produits ;

- Mesures visant à garantir la minimisation des données ;

- Mesures visant à garantir la qualité des données ;

- Mesures visant à garantir une conservation limitée des données ;

Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable de traitement.

Annexe 4. Liste de sous-traitants ultérieurs

Sous-traitant ultérieur 1

Nom : …

Adresse : …

Nom et coordonnées de la personne de contact : …

Nom et coordonnées de la DPO : …

Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) : …

Sous-traitant ultérieur 2

Nom : …

Adresse : …

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : …

Nom et coordonnées de la DPO : …

Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) : …